

LEUR RÉUNION AVEC LE MINISTRE A ÉTÉ ANNULÉE

Les paramédicaux poursuivent la grève

Le personnel paramédical est toujours en grève. La rencontre prévue hier après-midi avec le ministre de tutelle n'a pas eu lieu. Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a décliné l'invitation de la tutelle pour ne pas avoir reçu une invitation officielle.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les paramédicaux ne croient plus aux promesses, confient-ils. Ils exigent des engagements écrits avant de mettre fin à leur mouvement de grève entamé depuis mardi dernier. Hier, encore, hormis le service minimum, les structures de santé publiques étaient paralysées. Leur détermination d'aller jusqu'au bout de leurs revendications est toujours aussi forte.

La rencontre prévue hier entre le Syndicat des paramédicaux et le ministre de la Santé pour discuter des revendications de cette corporation n'a finalement pas eu lieu. M. Gachi, porte-parole du SAP, a expliqué que le

ministère n'a envoyé aucune invitation officielle.

«Le directeur des ressources humaines nous a contactés par téléphone, hier après-midi, pour nous demander de nous déplacer au ministère pour voir ce qui a de nouveau. Nous refusons de nous présenter si la tutelle n'a pas l'intention de nous proposer quelque chose de sérieux. Une réunion officielle doit se faire par une invitation officielle», a précisé M. Gachi. Selon ce dernier, le ministre de la Santé «a peur de s'engager». Il estime qu'il n'existe aucune bonne volonté de la part de la tutelle pour dénouer cette crise.

Pourtant, hier matin, le personnel paramédical de



Les paramédicaux exigent des engagements écrits.

l'hôpital Mustapha-Pacha, à Alger, était confiant de l'issue de cette rencontre. Les grévistes pensaient

qu'ils allaient pouvoir enfin mettre fin à leur protestation «qui n'a que trop duré». «Nous espérons

vraiment que la tutelle se décide à nous donner des engagements fermes pour arrêter cette grève car

nous ne la faisons pas de gaîté de cœur», ont-ils confié. Ils ne sont pas essouffés, reconnaissent-ils, mais ils désirent mettre fin à cette contestation et voir leurs revendications satisfaites.

M. Touri, chef de la section syndicale de l'hôpital Mustapha-Pacha, a indiqué que «le personnel paramédical veut voir le protocole d'accord signé entre les départements de la santé et de l'enseignement supérieur concernant le projet de création des écoles supérieures en sciences médicales, la promulgation de notre statut avec l'intégration du système LMD et la classification à la catégorie 11 ainsi que la réintégration des syndicalistes suspendus de leur poste». Le SAP ne tiendra finalement pas son conseil national, aujourd'hui, puisque leur grève illimitée est toujours maintenue.

S. A.

HANOUNE N'ÉPARGNE

PAS LE RCD :

«Le peuple ne peut pas marcher derrière un parti de droite»

Pas du tout étonnée de la «non-adhésion populaire» à la marche de samedi dernier, Louisa Hanoune n'a pas épargné hier ses principaux organisateurs. Le numéro un du PT estime qu'un parti de droite, le RCD en l'occurrence, ne peut pas drainer les masses populaires.

Il a beaucoup été question, hier, de la marche du 12 février à l'occasion de l'ouverture de la session du bureau politique du Parti des travailleurs (PT).

La secrétaire générale du parti a, en effet, livré son analyse estimant que les citoyens avaient prouvé leur «capacité de discernement» en ne répondant pas à l'appel de la Coordination pour le changement et la démocratie.

Mais c'est sur l'appel du RCD en particulier que Louisa Hanoune s'est le plus attardée.

«Les travailleurs ne peuvent pas marcher avec un parti de droite qui a déjà fait partie d'un gouvernement qui a pris les pires décisions. Les citoyens doivent pouvoir connaître la nature des partis politiques et le RCD est loin d'être un parti révolutionnaire. Il est pour la mondialisation et la normalisation avec Israël», a-t-elle affirmé à l'ouverture de la session ordinaire du bureau politique de sa formation.

Sans le nommer, Hanoune n'a pas épargné non plus Benbitour qui n'a pas fait le déplacement au 1^{er} Mai après avoir dit tout son soutien aux organisateurs. Elle s'est indignée au passage du dispositif sécuritaire «disproportionné, irréel et anachronique» appelant à la levée de l'interdiction des marches dans la capitale afin de «permettre de faire le tri».

Un vœu qu'elle transmettra à Bouteflika auquel le PT envisage également de demander la tenue de législatives anticipées et la révision de la loi électorale.

L'alternative proposée par le PT consiste en la création de comités populaires. Une initiative déjà approuvée par le comité central et qui consiste à regrouper les citoyens et à recenser leurs préoccupations.

Ces dernières sont nombreuses, en témoignent les manifestations de colère et les grèves que connaissent les différentes régions du pays.

En optant pour ces comités populaires, le PT espère pouvoir anticiper et se dit prêt à toute éventualité.

Nawal Imés

APRÈS LE SQUAT DE 450 LOGEMENTS

La cité des Bananiers encore sous haute surveillance policière

Le calme est revenu hier à la cité des Bananiers où plus de 450 logements ont été squattés dans la nuit de vendredi à samedi par des indus occupants venus de différents quartiers de la capitale. Les habitants des cités alentour ont pour leur part dénoncé le saccage des lieux et l'attaque dont furent l'objet les magasins du quartier. La cité ciblée par les squatteurs était dans la journée d'hier toujours sous forte surveillance policière.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Un important dispositif de sécurité était déployé hier à la cité des Bananiers, à Bab Ezzouar. Des éléments des brigades anti-émeutes étaient postés au milieu et autour des immeubles squattés l'avant-veille par des indus occupants venus de différents quartiers de la capitale. Les habitants de ce nouveau quartier de la périphérie de l'est de la capitale se réveillaient pour leur part d'une nuit particulièrement mouvementée. Les allées de la cité étaient jonchées de débris, de blocs de pierre et d'éclats de verre.

En fin de matinée, seul le va-et-vient incessant des agents de l'OPGI et de ses responsables rompait le silence qui régnait sur les lieux. Certains d'entre eux se chargeaient de nettoyer la cité, d'autres s'attelaient à cadenasser et à réparer les portes des immeubles défoncées pour la plupart. Des responsables de l'office chapeautaient les opérations. Ils préciseront qu'une cellule de crise a été installée au niveau de la Wilaya d'Alger pour coordonner les opérations depuis l'occupation des logements dans la nuit de vendredi à samedi. Les faits remontent à cette nuit quand des centaines de per-



Photo : DF.

sonnes ont investi les logements destinés à plusieurs APC de la capitale. Selon le responsable de l'OPGI présent sur place, plus de 450 logements de la cité ont été occupés en quelques heures. Les habitants de la cité encore sous le choc des événements vécus ce weekend témoignent de la rapidité avec laquelle les indus occupants ont été délogés et sans résister. «Vers minuit, les policiers ont investi les appartements pour évacuer les personnes qui s'y trouvaient depuis vendredi soir. Mais c'étaient en majorité des jeunes et ils n'ont opposé aucune résistance. Ils ont surtout détruit tout ce qu'il y avait dans les appartements et volé la tuyauterie en cuivre», témoigne un riverain. Son voisin ne s'empêchera pas de commenter à son tour : «Ils ne sont pas venus pour habiter mais pour détruire. Ils ont aussi détruit des magasins du quartier et tenté de voler la marchandise.» Les présents se dirigent vers un magasin dont le propriétaire tente de réparer les dégâts occasionnés la veille et tentent de lui remonter le moral. «C'est la deuxième fois que mon magasin est ainsi attaqué. Ce qu'ils veulent, c'est voler les téléviseurs en stock»,

affirme le propriétaire qui s'empresse de rejoindre l'ouvrier chargé de réparer la porte en fer de son magasin.

Des jeunes du quartier racontent pour leur part qu'à l'aide de projecteurs, les services de sécurité ont évacué les indus occupants en l'espace d'une heure. Selon eux, des familles et des jeunes aussi sont venus des quartiers de la capitale, tels que Sorecal, El Djorf à Bab Ezzouar, Djebel Koukou, à Oued-Koriche, et aussi de Bachdjerrah. «Nous avons eu peur et nos familles nous ont interdit de sortir pour nous informer.»

Selon les témoins de ces événements, les squatteurs ont déjà vendu leurs places dans les appartements entre 30 000 et 40 000 DA. Le calme était revenu hier dans la journée à la cité des Bananiers en dépit de l'important dispositif de sécurité qui demeurait sur les lieux en vue d'intervenir au cas où les squatteurs tenteraient de revenir sur les lieux.

Les habitants du quartier, quant à eux, disent craindre pour la sécurité des lieux quand les policiers cesseront de surveiller le bloc d'immeubles.

F.-Z. B.